

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29228]

**4 JUILLET 2013. — Décret modifiant le décret du 6 juin 1994
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné. — Erratum**

Dans l'article 3, 2° du décret du 4 juillet 2013 modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, publié dans le *Moniteur belge* n° 205 du 18 juillet 2013 à la page 45.226, les mots « fait, en bon père de famille, travailler le membre du personnel dans des » sont insérés avant les mots « conditions qui garantissent ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29228]

**4 JULI 2013. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 juni 1994
tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden
van het officieel gesubsidieerd onderwijs. — Erratum**

In artikel 3, 2° van het decreet van 4 juli 2013 houdende wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* nr. 205 van 18 juli 2013, pagina 45.228, worden de woorden "stelt, als een goed huisvader, het personeelslid te werk in de" ingevoegd vóór de woorden "voorwaarden die de veiligheid en de gezondheid van de werknemer waarborgen".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202431]

**27 MARS 2014. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de
l'électricité relatif au mécanisme de financement externe des certificats verts via l'intermédiaire financier
ainsi qu'aux exonérations de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, de ce décret (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 42 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, rétabli par le décret du 11 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 6bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 6bis. En aucun cas, la vente des certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve visée au paragraphe 6 et réalisée en concertation avec la CWaPE, ne peut avoir pour effet une manipulation du marché des certificats verts au sens notamment de la réglementation européenne applicable. »;

2° au paragraphe 7, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Au terme de la période durant laquelle l'exonération partielle visée à l'article 42bis, § 5, du premier terme de la surcharge est d'application, les charges financières et administratives résultant de l'exécution de la mission visée au paragraphe 1^{er} sont facturées de la même manière que le premier terme de la surcharge conformément à l'article 42bis, § 2. »

Art. 2. A l'article 42bis du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour les années 2014 à 2022, une exonération partielle du premier terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er} est accordée aux clients finals suivants :

a) 85 pour cent pour les clients finals en accord de branche quel que soit leur niveau de consommation;

b) 50 pour cent pour les clients finals raccordés à un niveau de tension supérieur à la basse tension, qui ne sont pas engagés dans un accord de branche et ayant une activité relevant du code NACE culture et production animale (01 - sans distinction entre activités principales et complémentaires);

c) 50 pour cent pour les clients finals qui ne sont pas engagés dans un accord de branche, raccordés à un niveau de tension supérieur à la basse tension et dont la consommation annuelle est supérieure à 1 GWh, pour autant qu'ils relèvent des codes NACE primaires suivants :

1. les entreprises manufacturières (10 à 33);
2. enseignement (85);
3. hôpitaux (86);
4. médico-social (87-88).

L'application de l'exonération partielle établie à l'alinéa 2 et le niveau des pourcentages des exonérations font l'objet d'un avis par la CWaPE transmis au Gouvernement pour le 1^{er} juillet 2015, le 1^{er} juillet 2018 et le 1^{er} juillet 2020. »;

2° au paragraphe 5, à l'alinéa 2, devenu l'alinéa 4, les mots « à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 »;

2°*bis* le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE, étendre la liste des bénéficiaires de l'exonération à certains secteurs spécifiques en difficulté économique raccordés à la basse tension et ce quel que soit leur niveau de consommation. L'exonération partielle du premier terme de la surcharge pour ces secteurs ne peut excéder 50 pour cent. Tout arrêté pris dans ce but est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par un décret dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur »;

2°*ter* au paragraphe 7, l'alinéa est complété par la phrase suivante : « Pour une année donnée, la déclaration sur l'honneur n'ouvre un droit à l'exonération partielle de la surcharge visée au paragraphe 5, que pour autant qu'elle ait été introduite auprès de la CWaPE et de son fournisseur dans les deux ans à compter de l'année écoulée »;

3° au paragraphe 8, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et 2 :

« Pour l'année 2014 et les années suivantes, les gestionnaires de réseau de distribution, les fournisseurs et les détenteurs d'accès calculent et communiquent à la CWaPE au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois, les informations suivantes relatives au mois qui précède :

1. la somme que représente l'ensemble des exonérations dues, conformément au paragraphe 6;
2. la somme des montants à facturer pour le second terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er}, conformément au paragraphe 5, alinéa 5;
3. le décompte des exonérations dues conformément au paragraphe 5 et le décompte des produits à facturer pour le second terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er}. »;

4° au paragraphe 8, alinéa 2, devenu l'alinéa 3, les mots « au paragraphe 8 » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 »;

5° au paragraphe 8, alinéa 3, devenu l'alinéa 4, les mots « à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 3 »;

6° au paragraphe 8, alinéa 4, devenu l'alinéa 5, les mots « à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 4 ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 988 (2013-2014). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202431]

27. MÄRZ 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, was das über den Finanzmittler laufende externe Finanzierungssystem für grüne Bescheinigungen sowie die Befreiungen vom Tarifaufschlag nach Artikel 42bis, § 1 dieses Dekrets betrifft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 42 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, der durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 wieder eingeführt wurde, wird wie folgt abgeändert:

1° es wird ein § 6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 6bis. Der in Absprache mit der CWaPE vorgenommene Verkauf der grünen Bescheinigungen, die Gegenstand der in § 6 genannten Rückstellung sind, darf unter keinen Umständen eine Manipulation des Markts für grüne Bescheinigungen insbesondere im Sinne der anwendbaren europäischen Vorschriften bewirken.“;

2° § 7, Abs. 1 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„Am Ende des Zeitraums, im Laufe dessen die in Artikel 42bis, § 5 genannte Teilbefreiung des ersten Parameters des Tarifaufschlags gültig ist, werden die finanziellen und Verwaltungskosten, die sich aus der Erfüllung der in § 1 genannten Aufgabe ergeben, auf die gleiche Weise wie der erste Parameter des Tarifaufschlags gemäß Artikel 42bis, § 2 in Rechnung gestellt.“.

Art. 2 - Artikel 42bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 5 werden die folgenden Absätze zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„Für die Jahre 2014 bis 2022 wird den folgenden Endverbrauchern eine Teilbefreiung von dem ersten Parameter des in § 1 genannten Tarifaufschlags gewährt:

a) 85 Prozent den Endverbrauchern, die eine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, unabhängig von ihrem Verbrauch;

b) 50 Prozent den Endverbrauchern, die an ein Spannungsniveau höher als die Niederspannung angeschlossen sind, die keine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, und eine Aktivität unter dem NACE-Code 01 (Pflanzenbau und tierische Erzeugung - ohne Unterscheidung zwischen Haupt- und Nebentätigkeiten) führen;

c) 50 Prozent den Endverbrauchern, die keine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, die an ein Spannungsniveau höher als die Niederspannung angeschlossen sind, und deren Jahresverbrauch 1 GWh übersteigt, unter der Voraussetzung, das sie eine Aktivität unter den folgenden primären NACE-Codes führen:

1. Verarbeitungsunternehmen (10 bis 33);
2. Unterrichtswesen (85);
3. Krankenhäuser (86);
4. sozial-/medizinischer Bereich (87-88).

Die Anwendung der in Absatz 2 festgelegten Teilbefreiung und die Höhe der Befreiungsprozentsätze sind Gegenstand eines Gutachtens der CWaPE, das der Regierung zum 1. Juli 2015, 1. Juli 2018 und 1. Juli 2020 übermittelt wird.“;

2° in § 5, Absatz 2, der nun zum Absatz 4 geworden ist, wird die Wortfolge „in Abs. 1“ durch „in Abs. 1 und 2“ ersetzt;

2°bis § 5 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Nach Begutachtung durch die CWaPE kann die Regierung die Liste der von der Befreiung Begünstigten auf bestimmte spezifische Sektoren mit wirtschaftlichen Schwierigkeiten erweitern, die an die Niederspannung angeschlossen sind, und dies unabhängig von ihrem Verbrauch. Die Teilbefreiung vom ersten Parameter des Tarifaufschlags für diese Sektoren darf 50 Prozent nicht übersteigen. Erlasse, die zu diesem Zweck verabschiedet wurden, gelten als wirkungslos, wenn sie nicht binnen zwölf Monaten nach ihrem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt worden sind“;“;

2°ter in § 7 wird der Absatz durch folgenden Satz ergänzt: „Für ein gegebenes Jahr eröffnet die ehrenwörtliche Erklärung ein Recht auf die Teilbefreiung von dem Tarifaufschlag nach § 5 nur unter der Voraussetzung, dass sie binnen zwei Jahren ab dem abgelaufenen Jahre bei der CWaPE und dem Stromversorger eingereicht worden ist“;

3° in § 8 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„Für das Jahr 2014 und die folgenden Jahre berechnen die Betreiber der Verteilernetze, die Stromversorger und die Zugangsinhaber die folgenden Angaben über den vorangehenden Monat und übermitteln sie der CWaPE spätestens am letzten Werktag eines jeden Monats:

1. die Summe, die die Gesamtheit der geschuldeten Befreiungen darstellt, in Übereinstimmung mit § 6;
2. die Summe der Beträge, die für den zweiten Parameter des in § 1 genannten Tarifaufschlags gemäß § 5, Abs. 5 in Rechnung zu stellen sind;
3. die Abrechnung der gemäß § 5 geschuldeten Befreiungen und die Abrechnung der für den zweiten Parameter des in § 1 genannten Tarifaufschlags in Rechnung zu stellenden Produkte.“;

4° in § 8, Abs. 2, der nun zum Abs. 3 geworden ist, wird "in § 8" durch "in Abs. 1 und 2" ersetzt;
 5° in § 8, Absatz 3, der nun zum Absatz 4 geworden ist, wird die Wortfolge "in Abs. 2" durch "in Abs. 3" ersetzt;
 6° in § 8, Absatz 4, der nun zum Absatz 5 geworden ist, wird die Wortfolge "in Abs. 3" durch "in Abs. 4" ersetzt.
 Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
 Namur, den 27. März 2014

Der Minister-Präsident
 R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
 J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
 A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
 J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
 P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
 E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
 Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
 C. DI ANTONIO

(1) Sitzungsperiode 2013-2014.
 Dokumente des Wallonischen Parlaments, 988 (2013-2014). Nrn 1 bis 4.
 Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. März 2014.
 Diskussion.
 Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202431]

27 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wat betreft het externe mechanisme ter financiering van groene certificaten via de financiële bemiddelaar alsook wat betreft de vrijstellingen van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1, van dat decreet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 42 van het decreet van 20 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, opnieuw ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6bis. De verkoop van de groene certificaten die in reserve geplaatst zijn zoals bedoeld in paragraaf 6 en in overleg met de « CWaPE » mag in geen geval aanleiding geven tot de manipulatie van de markt van de groene certificaten, met name in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving. »;

2° paragraaf 7, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Na afloop van de periode waarin de in artikel 42bis, § 5, bedoelde gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag van toepassing is, worden de financiële en administratieve lasten die voortvloeien uit de uitvoering van de opdracht bedoeld in paragraaf 1 op dezelfde wijze gefactureerd als de eerste termijn van de toeslag overeenkomstig artikel 42bis, § 2. ».

Art. 2. In artikel 42bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 5 worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Voor de jaren 2014 tot 2022 wordt een gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de in paragraaf 1 bedoelde toeslag verleend aan de volgende eindafnemers :

a) 85 percent voor de eindafnemers die een sectorovereenkomst gesloten hebben, ongeacht hun verbruiksniveau;

b) 50 percent voor de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau hoger dan laagspanning die geen sectorovereenkomst gesloten hebben en die een onder de NACE-code (teelt en dierlijke productie) vallende activiteit uitoefenen (01 - zonder onderscheid tussen hoofd- en bijkomende activiteiten);

b) 50 percent voor de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau hoger dan laagspanning die geen sectorovereenkomst gesloten hebben en waarvan het jaarlijkse verbruik groter is dan 1 GWu, voor zover ze onder de volgende primaire NACE-codes vallen :

1. de verwerkende ondernemingen (10 tot 33);
2. onderwijs (85);
3. ziekenhuizen (86);
4. medisch-sociaal (87-88).

De toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in het tweede lid en het niveau van de percentages van de vrijstellingen zijn het voorwerp van een advies van de « CWaPE » dat uiterlijk 1 juli 2015, 1 juli 2018 en 1 juli 2020 aan de Regering overgelegd moet worden. »;

2° in paragraaf 5, tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « in het eerste lid » vervangen door de woorden « in het eerste en het tweede lid »;

2°*bis* paragraaf 5 wordt aangevuld met volgend lid :

« Na advies van de « CWaPE » kan de Regering de lijst van de begunstigden van de vrijstelling uitbreiden tot bepaalde specifieke sectoren met economische problemen die op laagspanning aangesloten zijn, ongeacht hun verbruiksniveau. De gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag mag voor die sectoren niet meer dan 50 percent bedragen. Elk besluit genomen met dat doel wordt geacht nooit gevolg te hebben gehad als het binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding ervan niet bij een decreet is bekrachtigd »;

2°*ter* in paragraaf 7, eerste lid, wordt aangevuld met volgende zin : « Voor een gegeven jaar opent de verklaring op erewoord een recht op de gedeeltelijke vrijstelling van de toeslag bedoeld in paragraaf 5 voor zover ze binnen twee jaar, te rekenen vanaf het afgelopen jaar, wordt ingediend bij de « CWaPE » en bij zijn leverancier »;

3° in paragraaf 8 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Voor het jaar 2014 en de volgende jaren worden onderstaande sommen m.b.t. de vorige maand door de netdistributiebeheerders, leveranciers en toegangsgerechtigden berekend en vervolgens uiterlijk de laatste werkdag van elke maand aan de « CWaPE » meegedeeld, met name :

1. de som van het geheel van de verschuldigde vrijstellingen, overeenkomstig paragraaf 6;
2. de som van de bedragen die gefactureerd moeten worden voor de tweede termijn van de toeslag bedoeld in paragraaf 1, overeenkomstig paragraaf 5, vijfde lid;
3. de aftrek van de vrijstellingen verschuldigd overeenkomstig paragraaf 5 en de aftrek van de producten die gefactureerd moeten worden voor de tweede termijn van de toeslag bedoeld in paragraaf 1. »;

4° in paragraaf 8, tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « in paragraaf 8 » vervangen door de woorden « in het eerste en het tweede lid »;

5° in paragraaf 8, derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « in het tweede lid » vervangen door de woorden « in het derde lid »;

6° in paragraaf 8, vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « in het derde lid » vervangen door de woorden « in het vierde lid ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement; 988 (2013-2014). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 maart 2014;

Bespreking.

Stemming.